

"Nous sommes complètement abandonnés" : les agents de l'administration fiscale à bout de souffle

Source : <https://france3-regions.franceinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/nous-sommes-completement-abandonnes-les-agents-de-l-administration-fiscale-a-bout-de-souffle-3185382.html>

Depuis janvier, treize agents de la Direction générale des finances se sont suicidés et huit autres ont tenté de le faire. Les syndicats dénoncent une crise profonde dans les services fiscaux, minés par des suppressions de postes, une surcharge de travail et des objectifs déconnectés des moyens alloués.

Une vague de suicides secoue la Direction générale des finances publiques (DGFIP). Treize agents de l'administration fiscale ont mis fin à leurs jours depuis le début de l'année, et huit autres ont tenté de le faire, selon un bilan confirmé par la DGFIP. Un taux alarmant, deux fois supérieur à la moyenne de la population nationale. Les syndicats alertent sur une situation critique dans les services fiscaux. *"C'est une catastrophe. Les conditions de travail se sont dégradées, le mal-être est généralisé. Nous sommes complètement abandonnés"*, souffle Florence Alvinerie, secrétaire départementale FO DGFIP 31. Elle constate une explosion des arrêts maladie et des ruptures conventionnelles, conséquence directe des nombreuses restructurations.

Manque d'effectif et surcharge de travail

Depuis la création de la DGFIP en 2009, 454 postes ont été supprimés en Haute-Garonne, soit près d'un quart de l'effectif local. À l'échelle nationale, plus de 30 000 emplois ont disparu entre 2008 et 2024.

Ces suppressions de postes placent les agents sous une pression constante, contraints de travailler toujours plus vite. *"On travaille comme des robots. Les dossiers complexes ne peuvent plus être traités correctement"*, pointe Jean-Marc Servel, membre de la CGT Finances publiques 31. *"J'ai l'impression d'être une plateforme téléphonique. Je ne peux plus regarder mes dossiers dans le détail. Il n'y a plus le temps pour rien"*, ajoute Florence Alvinerie.

Interrogé sur le sujet des suicides en commission des Finances à l'Assemblée nationale, le ministre de l'Économie Éric Lombard a déclaré : *"C'est une situation que nous suivons, que je n'estime pas liée à des raisons ni d'organisation, ni de charge de travail, ni de management."*

Des ambitions mais trop peu de moyens

La feuille de route du ministère de l'Économie et des Finances fixe deux priorités pour la période 2024-2027 : le contrôle fiscal et le recouvrement des amendes. Mais les syndicats dénoncent des moyens jugés *"ridicules"* au regard des ambitions affichées.

À Toulouse, un cas significatif illustre cette situation : un centre de contact dédié au traitement des amendes doit ouvrir le 1er septembre 2025, mais plus de 15 postes initialement prévus ne seront finalement pas pourvus, selon les syndicats. *"Comment peut-on créer un centre sans les effectifs nécessaires ? C'est déjà voué à l'échec sans même avoir commencé"*, déplore la secrétaire générale FO 31.

Les syndicats dénoncent un véritable "hold-up" : selon eux, l'administration ne met pas en œuvre les emplois pourtant budgétés et votés par la représentation nationale. Et la tendance pourrait s'aggraver. Le projet de loi de finances 2026 risque en effet d'introduire de nouvelles mesures d'austérité ciblant les fonctionnaires de l'État. *"Nous sommes d'accord qu'il faut réduire les dépenses mais nous avons déjà apporté notre pierre à l'édifice depuis des années. Ce n'est plus possible"*, explique Florence Alvinerie.

Inquiétude avant la création d'un centre physique

La situation se répercute aussi sur les usagers. Services saturés, délais rallongés, impossibilité de joindre un agent : la frustration monte, avec des dérives de plus en plus inquiétantes. *"On se fait insulter, on reçoit des menaces de mort en ligne. On fait des fiches de signalement mais les affaires sont toujours classées sans suite par la justice"*, s'indigne la secrétaire départementale FO 31.

Un centre d'accueil physique dédié au traitement des amendes doit ouvrir au premier semestre prochain dans la nouvelle cité administrative de Toulouse. *"Il n'y aura que trois personnes à l'accueil pour traiter les problèmes de huit départements. Les collègues ont très peur face à la colère des gens"*, assure Jean-Marc Servel, qui insiste sur la nécessité de mettre en place un service de sécurité conséquent pour protéger les agents d'une administration déjà fortement fragilisée.

Sollicitée, la direction régionale des finances publiques de l'Occitanie n'avait pas encore répondu à nos sollicitations.